



Note Politique

Juillet 2026



COMPRENDRE L'INTÉGRATION DU NEXUS CHANGEMENT CLIMATIQUE, GENRE, ET NUTRITION ET LES LACUNES EN MATIÈRE DE CAPACITÉS : ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU SÉNÉGAL

Auteur(e)s : Dr.Maramé CISSE, Elyse Iruhiriye, Aissata Hathie, Dr.Laure Tall.



Contexte

Le changement climatique, les inégalités de genre, l'insécurité alimentaire et la malnutrition forment un ensemble de défis interdépendants qui pèsent lourdement sur les pays à revenu faible et intermédiaire. Bien que constituant des priorités politiques majeures, ces défis se heurtent à des contraintes financières et des capacités significatives.



Les recherches sur les interactions entre le changement climatique, la malnutrition et le genre se développent, mais d'importantes lacunes subsistent dans la compréhension des relations complexes entre ces trois domaines. Les recherches actuelles montrent que les femmes représentent les populations les plus vulnérables aux changements climatiques (IPAR, 2024), du fait de leurs faibles capacités d'adaptation aux perturbations climatiques (Bryan et al., 2024). D'ici 2050, le changement climatique alourdira de 10 % le fardeau des maladies liées à la faim chronique et cachée, mesuré en total d'années de vies corrigées de l'incapacité (AVCI) (Sulser et al., 2021). Le changement climatique aggrave les carences nutritionnelles, en calcium, riboflavine, niacine, folate, vitamine A et E, à un rythme deux fois plus élevé dans les pays les plus pauvres que dans les plus riches (Nelson et al., 2018). Il amplifie également la hausse des prix alimentaires et réduit l'accès à une alimentation saine.



Depuis 2016, l'Initiative pour l'intégration des questions de genre, de changement climatique et de nutrition (GCAN) œuvre à l'intégration des considérations liées au genre, à la résilience climatique et à la nutrition dans les politiques, les interventions et la recherche.

Elle vise, en coordination avec toutes les parties prenantes, à garantir que les investissements, les politiques et les actions en matière de changement climatique intègrent pleinement les objectifs d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes, de sécurité alimentaire et nutrition. La GCAN est mise en œuvre par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et bénéficie du soutien de la Fondation Gates. <https://gcan.ifpri.info/>



Le changement climatique affecte négativement la nutrition humaine par ses répercussions sur les systèmes agroalimentaires et hydriques (Bliznashka and Iruhiye, 2025). La hausse des températures, l'irrégularité des précipitations, les sécheresses et les phénomènes météorologiques extrêmes réduisent les rendements agricoles, la productivité de l'élevage et les ressources halieutiques ; ils favorisent la propagation des ravageurs et des maladies, et perturbent le stockage, la distribution ainsi que d'autres activités de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (Fanzo et al., 2018 ; Ringler et al., 2023). Ces impacts diminuent la disponibilité et l'accessibilité des aliments, font grimper les prix et rendent les régimes alimentaires sains moins abordables, en particulier pour les populations vulnérables et socialement exclues, notamment les femmes. Collectivement, ces perturbations favorisent une alimentation inadéquate et accroissent le risque de malnutrition sous toutes ses formes y compris la sous-nutrition, le surpoids et l'obésité, ainsi que les maladies non transmissibles liées à l'alimentation, telles que l'hypertension, le diabète et les maladies cardiovasculaires (Fanzo and Downs, 2021).

Progresser vers les objectifs de développement – comme l'adaptation au changement climatique et son atténuation, l'autonomisation des femmes et une alimentation et une nutrition saines et durables – nécessite des approches politiques cohérentes entre les secteurs concernés, qui prennent en compte les synergies, les compromis et les solutions offrant les meilleurs avantages pour les différents objectifs. Face à ces enjeux, l'Initiative d'intégration du Genre, du Changement Climatique et de la Nutrition (GCAN) vise à cartographier les besoins en capacités des institutions impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques climatiques intégrant genre et nutrition. La notion de capacité dépasse ici la simple formation : elle englobe les connaissances, compétences, motivations et relations à trois niveaux — individuel (capital humain et compétences spécifiques), organisationnel (politiques, dispositifs et processus internes) et systémique (capacité collective d'un réseau d'entités à mobiliser des solutions nouvelles pour un usage social et économique) (USAID, 2021). L'approche intégrée répond directement au constat d'une trop faible prise en compte des objectifs de genre et de nutrition dans les politiques et plans climatiques, ainsi qu'à leur insuffisante budgétisation (Acosta et al., 2019, 2020 ; Ampaire et al., 2016, 2020 ; Huyer et al., 2020 ; Mersha et van Laerhoven, 2019).

En présentant les principaux résultats de l'évaluation quantitative et qualitative des dispositifs existants, ainsi que des lacunes institutionnelles, techniques et opérationnelles liées à l'intégration du genre et de la nutrition dans les stratégies d'adaptation au changement climatique, cette note vise à orienter les décideurs vers des solutions institutionnelles coconstruites avec les parties prenantes.



Méthodologie

La méthodologie de cette évaluation, qui a été menée dans plusieurs pays (Nigeria, Kenya, Ethiopie, Senegal), s'est appuyée sur une approche mixte combinant :

- Une enquête quantitative réalisée par voie électronique auprès de 136 experts d'institutions travaillant sur les politiques et stratégies liées au changement climatique, à la nutrition, et au genre. L'étude portait sur les capacités à concevoir, mettre en œuvre et suivre des politiques et actions qui intègrent le genre, nutrition et le changement climatique. L'accès et l'utilisation des données, la culture organisationnelle et la prise en compte du nexus dans les programmes ont aussi été abordées. Les parties prenantes enquêtées ont été identifiées à partir des résultats d'un analyse Net-Mapp et en collaboration avec les partenaires nationaux ;
- Des entretiens semi-structurés (n=12) ont été menés auprès d'un sous-échantillon d'informateurs clés dans les quatre pays (n= 66) afin d'approfondir la compréhension des contextes spécifiques à chaque pays et d'identifier les domaines potentiels d'intervention, d'investissement et de collaboration liés aux capacités en matière de genre et de nutrition dans les politiques de lutte contre le changement climatique. Les entretiens ont été enregistrés et transcrits. Les données issues des entretiens ont été analysées dans Excel au moyen d'une analyse thématique de contenu. Nous avons adopté une approche hybride combinant codage inductif et déductif. Des séances de débriefing régulières ont été organisées entre les membres de l'équipe d'étude afin de garantir la cohérence du codage et de discuter des résultats émergents ;
- Les résultats qualitatifs de cette note se concentrent sur les résultats des 12 entretiens menés au Sénégal.

Résultats clés

Dans les contextes étudiés, l'importance du genre, du climat et de la nutrition dans l'élaboration des politiques et des programmes est clairement reconnue, et de nombreuses institutions ont pris des mesures significatives pour intégrer ces thématiques.

Une reconnaissance politique réelle couplée à une architecture institutionnelle en construction

Pays côtier sahélien, le Sénégal figure parmi les États les plus exposés aux effets du changement climatique. Cette vulnérabilité structurelle a conduit les autorités à inscrire la lutte climatique au cœur des priorités nationales de développement, avec une ambition multisectorielle affichée. Les politiques climatiques gagnent en profondeur. Le Sénégal a opéré un passage décisif des plans d'action à court terme vers des cadres stratégiques structurants à moyen et long terme. Trois instruments majeurs jalonnent cette trajectoire :

- La Contribution Déterminée au niveau National (CDN)
- Les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)
- La Stratégie de développement sobre en carbone à long terme

Élaborés sous le leadership du ministère de l'Environnement à travers des processus participatifs multisectoriels (agriculture, pêche, santé entre autres), ces documents témoignent d'une reconnaissance institutionnelle croissante de la transversalité des enjeux climatiques. L'implication de multiples ministères dans la coordination constitue l'un des acquis les plus significatifs de cette dynamique. Trois piliers institutionnels constituent les soubassements d'une approche nexus :



- Sur le climat, le Comité National sur les Changements Climatiques (COMNACC) est l'organe emblématique d'ancrage du nexus dans les processus de planification et de suivi des politiques, en favorisant dialogue et co-construction des initiatives ;
- Sur la nutrition, le Conseil National de Développement de la Nutrition (CNDN), rattaché à la Primature, garantit une approche véritablement multisectorielle. Le Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition (PSMN), adossé à des plans d'actions sectoriels ministériels, en est l'expression concrète ;
- Sur le genre, la Stratégie Nationale Genre et Équité (SNEEG) structure l'ensemble du dispositif, avec l'implantation de Cellules genre dans tous les ministères. Le lien genre-climat s'est récemment renforcé par la publication, en mai 2025, d'un guide d'intégration du genre dans le processus de Plan National d'Adaptation — un outil inédit qui marque une avancée qualitative significative.

Ces dynamiques ne se limitent pas aux sphères centrales. Au niveau territorial, les collectivités locales sont accompagnées dans l'élaboration de plans de développement intégrant ces trois dimensions. Des outils de planification locale opérationnalisent concrètement cette intégration. Sur le terrain, des initiatives illustrent une appropriation réelle du nexus : la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL), riches en micronutriments et adaptés aux conditions climatiques locales, en est une illustration, à la croisée de la résilience climatique, de la sécurité nutritionnelle et du rôle économique des femmes.

Cette architecture institutionnelle nationale et locale se déploie en lien étroit avec les partenaires techniques et financiers, dont l'engagement continu contribue à renforcer la cohérence et la concertation autour du nexus climat, genre et nutrition.

Si la volonté politique est réelle et des mécanismes en place, l'enjeu demeure celui de la mise en œuvre effective : coordination intersectorielle, capacités des acteurs, financement adéquat et utilisation des données constituent les conditions d'une intégration qui dépasse les textes.

Les capacités techniques : des asymétries de capacités entre secteurs

Les résultats de l'évaluation, et particulièrement ceux de l'enquête, révèlent que les experts en changement climatique estiment posséder plus d'expertise sur et accordent une plus grande considération aux autres domaines. Parmi eux, 80 % ont estimé qu'au niveau système, les institutions disposaient d'une expertise en matière de genre, et 66 % ont fait le même constat pour la nutrition. Environ 59 % des experts en nutrition ont confirmé que les institutions disposaient d'une expertise en matière de climat, et 69 % ont confirmé qu'elles disposaient d'une expertise en matière de genre. Mais moins de la moitié (47 %) ont estimé que les trois sujets étaient intégrés simultanément dans la conception des politiques et des programmes.

Une proportion importante des acteurs du climat et de la nutrition a indiqué intégrer les deux autres dimensions lors de la mise en œuvre de leurs programmes. Cependant, les experts en genre ont fait état d'une prise en compte plus faible aux niveaux du système : seuls 38 % ont estimé que les institutions intervenant sur le genre disposaient d'une expertise en matière de climat ou de nutrition. Cette tendance, caractérisée par une attention plus marquée portée aux thèmes pris isolément, et une intégration multisectorielle plus faible, se retrouve tout au long de l'enquête. Malgré cela, les personnes répondant aux entretiens semi-structurés ont souligné un atout majeur : la disponibilité d'experts qualifiés dans les trois domaines qui s'efforcent progressivement d'intégrer au moins deux dimensions dans leurs analyses et interventions.

Le Sénégal bénéficie en effet d'un réseau solide de spécialistes et de chercheurs en changement climatique, notamment au sein d'institutions telles que l'ANACIM, l'ISRA et les comités nationaux sur le climat. Ces experts contribuent à l'élaboration de cadres et de programmes d'adaptation, ainsi qu'à la production de manuels de procédures servant de références. Ils sont également actifs sur la scène internationale, participant aux Conférences des Parties (COP) et intervenant comme négociateurs pour représenter le pays. Comme l'a fait remarquer une personne interrogée :



“

« En termes de parcours et d'expertise, le Sénégal est très avancé... Il dispose d'experts capables de représenter le pays avec dignité dans les négociations, ce qui est fondamental. » ESS4, R1, expert en genre.

”

Cependant, si le Sénégal dispose d'experts en climatologie, peu de spécialistes se concentrent sur les liens entre le changement climatique, l'agriculture, le genre et la nutrition. Les besoins en capacité au niveau du système consistent principalement à mieux comprendre les liens entre les dimensions du nexus. Des compétences pour traduire les politiques en pratiques opérationnelles, les informations techniques en mesures concrètes ont été des demandes fortes des fonctionnaires, responsables de la mise en œuvre sur le terrain, chercheurs et communautés. Comme l'a résumé un acteur :

“

« Le défi n'est pas de former dans un domaine ou dans l'autre, mais de savoir comment combiner les trois et les rendre opérationnels. » ESS4, R1, expert genre.

”

Au niveau organisationnel : La plupart des institutions ont déclaré disposer de spécialistes dans au moins un domaine. Des organisations telles que l'IPAR ou IED Afrique ont la capacité d'animer des formations à l'intersection du genre et du changement climatique. Néanmoins, très peu sont capables d'intégrer les trois. La nutrition a été maintes fois mentionnée comme un point faible au sein des organisations, même parmi celles qui travaillent sur des approches axées sur les systèmes alimentaires.



Un décalage marqué entre planification et financement

Les parties prenantes ont précisé que le principal obstacle à l'opérationnalisation des politiques du nexus changement climatique, genre et nutrition réside dans le manque de financements. Les répondants ont noté que les politiques et programmes nationaux intègrent de manière croissante des lignes budgétaires dédiées spécifiquement aux trois thématiques, même si les acteurs du genre sont moins susceptibles d'indiquer que les budgets relevant de leur domaine comportent des lignes consacrées à la nutrition ou au changement climatique.

Si des progrès ont été observés dans l'intégration du genre et du climat dans la planification budgétaire nationale, notamment à travers des circulaires de la Primature incitant à inclure ces dimensions dans les budgets sectoriels, les ressources restent insuffisantes et ponctuelles. Les financements à court terme prédominent, alors que les investissements à long terme pour soutenir des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, la production alimentaire et les transitions écologiques font défaut. Cette situation crée une contradiction entre les ambitions de planification à long terme et la disponibilité limitée de ressources longues. L'accès au financement climatique demeure également une contrainte soulevée. Les acteurs soulignent que, malgré l'existence de fonds internationaux, les modalités d'accès sont souvent non comprises. Certains bailleurs ne respectent pas pleinement leurs engagements et les acteurs nationaux manquent de capacités pour préparer des projets finançables. Comme l'a souligné une personne ressource interrogée, il est essentiel de « **savoir ce qui existe et comment y accéder** ». ESS8, R1, spécialiste des questions de changements climatiques.

La mobilisation du secteur privé pourrait apparaître comme une solution pour renforcer les ressources financières disponibles. L'implication du secteur privé facilite l'accès à des financements de longue durée et à faible coût avec notamment la mobilisation des fonds verts. Cette approche de diversifier des sources de financement peut être une option pour réduire la dépendance aux seules ressources publiques ou aux financements internationaux à court terme.

Données et recherche sur le nexus : un déficit de données intégrées et d'outils communs comme contrainte majeure

Une bonne implémentation des politiques repose également sur la disponibilité d'indicateurs pertinents, l'utilisation d'informations ou de données pour la mise en œuvre et le suivi. Les institutions déclarent s'appuyer sur une diversité de sources pour éclairer leurs politiques et leurs programmes, bien que le recours à ces sources soit inégal. Les ateliers et les conférences sont utilisés par 80 % des répondants, ce qui en fait la source la plus répandue. Les notes de synthèse, les documents internes et la collecte de données propre aux institutions sont utilisés par environ 38% des répondants. Les articles évalués par des pairs sont moins fréquemment consultés (29%). Les mécanismes d'apprentissage sont dominés par des formats peu structurants. Malgré leur importance stratégique pour les politiques publiques, l'intégration des données autour du nexus changement climatique, nutrition et genre demeure limitée. Il a été également indiqué que les informations disponibles restent majoritairement sectorielles et dispersées.

globalement, la disponibilité de données sur les interactions complexes entre les dimensions climat, nutrition et genre reste limitée. Néanmoins, des exemples de données désagrégées et croisées, offrant une lecture transversale des interactions entre les trois dimensions ont été fournis. Des interviewés ont précisé que les données collectées dans le secteur de la nutrition sont systématiquement désagrégées par sexe et âge. Le même exercice est fait par des initiatives pour croiser les données nutritionnelles avec les informations climatiques. Des initiatives ciblées, telles que le développement de variétés biofortifiées et adaptées aux stress climatiques, illustrent une dynamique de recherche orientée vers une approche nexus.



Des défis persistants dans l'intégration du nexus

L'analyse montre des efforts politiques dans la prise en compte du nexus climat-genre-nutrition. Cependant, des défis subsistent. Certains acteurs doutent de la profondeur de cet engagement, même si les politiques, y compris les plans nationaux d'adaptation (PNA) et les contributions déterminées au niveau national (CDN), ont commencé à intégrer les objectifs de genre et de nutrition, les progrès vers ces objectifs ne sont pas suivis de manière adéquate et les résultats ne sont pas documentés.

L'approche est plus multisectorielle qu'intersectorielle. L'exemple donné pour illustrer ce fait est l'élaboration du Plan d'Adaptation pour le Secteur Agricole. Les personnes interviewées pour les entretiens semi-structurés soulignent qu'il devrait être co-piloté par les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, mais est resté dominé par ce dernier, ce qui réduit l'implication effective du premier.

La coordination institutionnelle, même structurée, doit encore évoluer vers une véritable approche systémique et transdisciplinaire. Par exemple, les cellules des ministères n'ont pas systématisé son intégration dans les politiques et initiatives de développement en raison de méconnaissance d'outils de suivi, d'indicateurs appropriés ainsi qu'une meilleure compréhension des approches de genre nécessaire à son articulation aux autres dimensions.

L'autre défi constitue l'implication de toutes les parties prenantes concernées surtout les organisations communautaires depuis la conception des politiques jusqu'à la phase d'évaluation. Les informations sur le changement climatique et à ses interactions avec le genre et la nutrition sont à produire, valoriser et diffuser afin d'éclairer l'action publique au-delà des seuls cercles techniques. Des innovations, souvent issues de projets pilotes, montrent un dynamisme local mais restent limitées dans leur portée systémique.



Recommandations majeures

Conception des politiques et programmes

- Mettre en place un cadre institutionnel permanent s'assurant d'intégrer le nexus dans les dispositifs et documents institutionnel tels que les plans nationaux (CND, la stratégie sobre en carbone à long terme, PNA) et politiques sectorielles (la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre, SNEEG, le Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal (PSMN, PNA sectoriels) ;
- Créer des groupes de travail interinstitutionnels, interdisciplinaires et de comités de suivi conjoints pour améliorer le dialogue et la cohérence des politiques sur le nexus ainsi que la collaboration intersectorielle, le COMNAC pourrait servir de cadre ;
- Promouvoir une approche de systèmes alimentaires résilients qui intègre pleinement les dimensions souvent sous-représentées, telles que la nutrition et le genre est une des solutions préconisées.

Mise en œuvre

- Mobiliser les ressources longues telles que les fonds climats, en renforçant le rôle du secteur privé, tout en intégrant le nexus dans les financements publics pluriannuels ;
- S'assurer qu'une partie significative des ressources atteint les bénéficiaires finaux, notamment les communautés en les impliquant dans la conception et la mise en œuvre des politiques et que les ressources soient effectivement utilisées pour le nexus. Il a été proposé que la LBA (Banque agricole) et le CSE (centre de suivi écologique) vulgarisent davantage et facilitent l'accès aux financements verts
- Renforcer la cohérence de la mise en œuvre en améliorant la synergie entre les plans sectoriels existants.

Suivi et Evaluation

- Identification et définir des indicateurs pertinents qui contribuent à la compréhension du lien entre le genre, le changement climatique et la nutrition.
- Structurer un système commun de suivi-évaluation avec des outils adaptés aux trois dimensions pour accroître la redevabilité des politiques publiques. Le système de suivi-évaluation et d'apprentissage (SSEA) du ministère de l'environnement peut servir de de cadre commun.
- Produire des données et utiliser les données existantes pour une quantification mais également une analyse qualitative, contextuelles des inégalités de genre et de la vulnérabilité climatique et nutritionnelles dans les interventions.

Suggestions pour le renforcement des capacités

- Développer des formations adaptées aux différentes parties prenantes permettant la compréhension du nexus (éducation environnemental, déconstruction des préjugés sur le genre) et la conception et mise en œuvre de politiques et programmes sur le nexus en ciblant en priorité les acteurs de première ligne sur le plan opérationnel ;
- Former pour être en mesure de traduire les documents scientifiques et politiques en pratiques et traduire les informations techniques en mesures concrètes ;
- Élargir l'expertise institutionnelle et organisationnelle au-delà d'un seul domaine ou secteur, en formant et en outillant les spécialistes pour qu'ils maîtrisent les trois dimensions du nexus ;
- Parallèlement, il convient d'examiner comment les connaissances et les pratiques locales telles que l'utilisation de cultures indigènes, riches en micronutriments et respectueuses de l'environnement peuvent contribuer aux programmes du nexus.



Références

- Acosta, M., et al. (2019 & 2020). Step-by-step guidelines for mainstreaming gender and food security into climate change projects and policies. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS).
- Ampaire, E. L., et al. (2016 & 2020). Gender in climate change adaptation policy: Analysis of frameworks and political processes. Climate Policy.
- Bliznashka, L., & Iruhiriye, E. (2025). The connection between climate change and malnutrition.
- Bryan, E., et al. (2024). Gender-differentiated impacts of climate change and adaptive capacity in rural livelihoods. Climate and Development.
- Fanzo, J., Davis, C., McLaren, R., & Choufani, J. (2018). The effect of climate change across food systems: Implications for nutrition outcomes. Global food security, 18, 12-19.
- Fanzo, J. C., & Downs, S. M. (2021). Climate change and nutrition-associated diseases. Nature Reviews Disease Primers, 7(1), 90.
- Huyer, S., et al. (2020). Can we help consumers make climate-smart and healthy dietary choices? Frontiers in Sustainable Food Systems.
- IPAR (2024). Rapport d'évaluation de l'autonomisation des femmes et hommes utilisateurs des technologies solaires dans la chaîne horticole avec l'index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (WEAI) au Sénégal et en Guinée.
- Mersha, A. A., & van Laerhoven, F. (2019). Is climate change adaptation promise being delivered? A gender analysis of Ethiopia's adaptation policies. Environmental Science & Policy.
- Nelson, G. et al. (2018). Impact of anthropogenic CO2 emissions on global human nutrition. The Lancet Planetary Health, 2(8), e334-e341.
- Ringler, C., Agbonlahor, M., Baye, K., Barron, J., Hafeez, M., Lundqvist, J., ... & Uhlenbrook, S. (2023). Water for food systems and nutrition. Science and Innovations for Food Systems Transformation, 497-509.
- Sulser, T. B., et al. (2021). Climate change and hunger: Estimating costs of adaptation in the aggregate and for specialized investment sequences. Food Policy, 102146.
- USAID (2021). Local Capacity Development Policy. Washington, DC: United States Agency for International Development.





La thématique Jeunes, Femmes, stratégies entrepreneuriales et de mobilités s'articule, à travers ses différents projets, autour d'une problématique commune : en quoi les cadres institutionnels, dispositifs d'appui, les dynamiques socio-économiques et migratoires façonnent les stratégies entrepreneuriales et l'autonomisation des jeunes et des femmes, et dans quelle mesure les transformations en cours (transition agroécologique, technologiques, reconfiguration des systèmes alimentaires) créent-elles ou pas des espaces d'action ?

A travers cette thématique, la perspective de genre adopté dépasse la simple analyse des enjeux propres aux femmes. Elle devient une grille d'analyse pour comprendre les dynamiques et transformations sociales, économiques, environnementales, numérique et politiques et les rapports de pouvoir entre les femmes, les jeunes, les groupes vulnérable et les hommes.



Ipar

Immeuble Kër Jacques Diouf
Lot 445 Ngor , Dakar-Sénégal

CONTACT

Tél. : +221 33 869 00 79

Mail : ipar@ipar.sn

SITE WEB: <https://ipar.sn>